



CLASSIQUES
GARNIER

CHAVANCE (Bernard), GRANGE (Juliette), COSTE (Clément), DEPOORTERE (Christophe), HERLAND (Michel), « Revue des livres », *Revue d'histoire de la pensée économique*, n° 6, 2018 – 2, p. 201-232

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-08759-5.p.0201](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-08759-5.p.0201)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2018. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

*
* *

De la République de Constantin Pecqueur (1801-1887), sous la direction de Clément COSTE, Ludovic FROBERT et Marie LAURICELLA, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2017, 466 pages.

Juliette GRANGE
Université de Tours

Ce recueil d'articles, issus d'un colloque ayant eu lieu à Lyon en 2013, s'attache à commenter la pensée de Constantin Pecqueur (1801-1887). Celui-ci, à partir du saint-simonisme primitif (avant 1832) et du fouriérisme des années 1830, développe les bases du socialisme dit « utopique ». Ce socialisme s'exprime de 1830 à 1848 entre autres dans l'œuvre prolixe de Pecqueur, en particulier dans *Économie sociale*¹. Pecqueur participera ensuite aux difficultés de la II^e République autour de la Commission du Luxembourg en particulier.

L'intérêt premier du recueil est d'orienter dans l'œuvre très abondante et peu commentée de Pecqueur (les ouvrages sont longs et touffus), de s'appuyer sur de sérieux et systématiques dépouillements d'archives (Assemblée nationale, Paris ; Institut d'histoire sociale d'Amsterdam ; Fondation Feltrinelli, Milan). En effet, la lecture de la dizaine d'ouvrages dont Pecqueur est l'auteur doit se compléter de la lecture de ses très nombreux articles (dans *Le Globe*, la *Revue encyclopédique*, *L'Avenir*, *La Revue indépendante*, *La Réforme*, *Le Défenseur du Peuple*, *Le Salut du Peuple*, *Le Rationaliste*, *La Libre Pensée* pour ne citer que quelques journaux et revues). Il faut ajouter à cela une masse de travaux inédits dont l'ambition et le volume surprenant (de 1870 à 1887, Pecqueur écrit sans publier²) ; plusieurs documents inédits, en particulier des lettres de Pecqueur à Schœlcher, Sand, Lamartine, sont reproduits dans l'ouvrage. L'ensemble du livre, et en particulier la bibliographie, est donc d'abord un guide

1 Pecqueur, 1839.

2 Dans « Pecqueur après Pecqueur : quelques remarques sur les travaux postérieurs à 1851 », Frobert, étudie cette production (p. 291-318). On découvre également dans les Actes de ce colloque un Pecqueur libre-penseur dans les années 1860, en particulier au travers de ses articles dans *Le Rationaliste*.

précieux pour de futurs travaux, il ouvre un chantier plutôt qu'il ne conclut. On y puise la certitude qu'il conviendrait de rééditer, peut-être dans une édition d'extraits, les principaux textes de Pecqueur.

Pecqueur donc dépasse le saint-simonisme de sa jeunesse et travaille à une proposition de réforme radicale au croisement de la morale sociale et de la pensée économique, proposition fondatrice de socialisme républicain. Des éléments détaillés concernant la réévaluation nécessaire de sa place dans l'histoire du socialisme en particulier par l'intermédiaire de Benoît Malon (*Le socialisme intégral*, 1890-1891), d'Eugène Fournière et d'autres sont fournis par l'article de Michel Bellet sur « Pecqueur et la *Revue socialiste* » (p. 349-395). On y puise la certitude de l'importance de l'œuvre de Pecqueur, jalon essentiel dans l'histoire de la pensée socialiste en général et exprimant plus particulièrement ce qui sera au fondement de la République démocratique et sociale et du socialisme d'État. On voit exprimée une tradition de pensée qui fut dans les faits historiquement puissante, mais qui actuellement donne lieu à peu de travaux de recherche.

Dans les Actes du colloque de 2013, plusieurs articles tentent de restituer la logique générale de l'œuvre de Pecqueur, particulièrement dans sa période centrale (1840-1848). Celui de Ludovic Frobert, « Socialisation et nationalisation dans l'œuvre de Constantin Pecqueur » (p. 85-121), insiste sur le fait que la République est définie, au-delà de la Révolution française et dans son prolongement, par une organisation nationale de l'économie et de l'industrie, produisant une forme de socialisme républicain qui ne contredit qu'en partie le libéralisme (« un socialisme compatible avec un marché dont il aurait négocié les règles³ »). Vincent Bourdeau (« Propriété et fonction sociale chez Pecqueur », p. 123-149) montre l'importance d'un mouvement d'idées traversant le siècle de Saint-Simon et Comte jusqu'à Léon Duguit, fondateur du droit social, ou jusqu'au solidarisme de la III^e République. La *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique* (1842) de Pecqueur est ainsi emblématique en ce qu'elle théorise une définition sociale et économique de la propriété que Saint-Simon esquissa au début de la révolution industrielle et qui sera retravaillée tout le long du siècle. Le terme de collectivisme désigne la position développée par Pecqueur⁴.

Le terme de « collectivisme » qui est aujourd'hui utilisé par la rhétorique politique réactionnaire peut induire en erreur. Certes il s'agit bien

3 p. 121.

4 Voir Marcy, 1934.

pour Pecqueur d'abord de dépasser le libéralisme à partir du libéralisme même (idée présente chez Henri Saint Simon) en terme plus contemporains de contester le principe d'une organisation sociale par le marché, mais il s'agit beaucoup plus audacieusement de mettre la révolution industrielle au service du Bien commun en utilisant la tutelle de l'État républicain. Le terme de collectivisme ne signifie donc pas propriété collective des moyens de production, ni ne désigne une action de nationalisation au sens actuel. Il s'agit de l'action indirecte de l'État sur la sphère économique qui opère une forme de régulation au service de l'intérêt général et c'est ce que Pecqueur nomme collectivisme ou nationalisation. Par cette proposition Pecqueur prolonge Saint Simon, donne chair à son espoir d'un socialisme qui mettrait la puissance industrielle au service du Bien commun de la société toute entière.

Dans l'ensemble, Pecqueur apparaît comme le chaînon manquant pour qui veut comprendre la construction du socialisme dit « réformiste », socialisme qui, en France, a son origine dans l'œuvre de C.-H. de Saint-Simon et qui s'épanouit sous la Monarchie de Juillet. Comprendre le lien entre saint-simonisme et socialisme républicain jusqu'à Jaurès nécessite de saisir ce qui se joue d'un point de vue doctrinal dans cette période si féconde des années 1840.

Le suffrage universel, la transformation politique, pour les socialistes républicains dits utopiques, doivent être précédés par une réforme économique qui découle de la nécessité de mettre l'association au centre de la vie sociale. Sur un fond religieux que l'avenir oubliera, Pecqueur proclame :

Déduction sociale et politique des principes d'égalité, de liberté, de fraternité posés dans l'Évangile ; amélioration continue du sort de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse par la déchéance de l'oisiveté, par la réhabilitation et l'organisation du travail et l'avènement de la capacité désintéressée. *Solidarité* matérielle de toutes les classes et de toutes les spécialités par l'assurance mutuelle et l'association nationale⁵.

Si Saint-Simon voyait une organisation sociale de l'intérêt général fondée sur le nouveau christianisme et le code des sentiments moraux, dans une forme d'administration horizontale européenne de l'industrie, hors de l'État, Jaurès verra dans l'État républicain l'instrument du socialisme. Pecqueur concilie jacobinisme et libéralisme, l'État étant

5 Pecqueur, 1840, p. 6.

l'instrument de la régulation de l'économie, du système bancaire et des transports (en particulier les chemins de fer). Par ce néologisme de « collectivisme », il entend le fait de mettre au service de la société toute entière (de socialiser) les techniques industrielles et financières nouvelles. L'exemple emblématique étant le réseau ferroviaire.

L'appartenance à une société garantit la participation à la propriété commune qu'il s'agisse d'entités abstraites comme l'éducation ou plus concrètes comme le système des transports ou les effets de la prospérité industrielle. Cette garantie ne s'exprime pas en termes de propriété collective, c'est l'organisation politique de l'État républicain qui réalise cette nationalisation par l'intermédiaire d'associations, de sociétés anonymes, etc. Pecqueur affirme donc possible le dépassement du libéralisme dont il conserve l'individualisme et l'efficacité économique par une forme de socialisme républicain. Celui-ci est conçu dans le cadre d'un État issu du suffrage universel, mais aussi régulé par un ensemble d'instances intermédiaires dans lesquelles élections et concours obéissent à des règles démocratiques.

Au-delà de l'étude d'une œuvre et d'un penseur historiquement important, il est nécessaire de souligner la dimension politique et actuelle de l'œuvre de Pecqueur. Les idées centrales de celle-ci ne sont pas oubliées parce qu'elles seraient datées ou obsolètes, mais parce qu'elles sont aujourd'hui très vivement et idéologiquement combattues : l'idée de fonctionnaire public comme agent de la solidarité dans un État qui combat l'individualisme, celle de la socialisation du crédit (qui ne doit pas être privé), celle d'une théorie de l'impôt, unique et progressif (sur le capital comme sur le revenu). De même la définition de la science économique comme science sociale et humaine, et celle du rôle de l'éthique comme régulateur de l'économie sociale.

Les tentatives de mise en doute du paradigme dominant (celui du calcul des intérêts par un acteur rationnel) quelles soient anciennes comme celle de Pecqueur ou plus récentes doivent permettre de considérer le devoir de solidarité comme un possible principe d'organisation d'une société évoluée et républicaine. Certains auteurs presque oubliés du XIX^e siècle sont susceptibles d'inspirer aujourd'hui le travail critique et politique de Charles Gide à Raspail ou Bourgeois. On puise chez Pecqueur en tout cas la certitude que l'économie sociale doit remplacer l'économie politique qui ne s'intéresse qu'à l'aspect matériel de la vie des sociétés :

Pour nous, l'économie embrassera tout ce qui au *spirituel* et au *matériel* peut garantir le but de solidarité, de fraternité, d'égalité et de liberté que poursuit le genre humain ; tout ce qui peut maintenir ou augmenter le bonheur des individus et des nations⁶.

L'économie sociale et solidaire dans sa définition du XXI^e siècle devrait pouvoir par conséquent se fortifier grâce aux socialismes « utopiques » ou républicains français du XIX^e siècle dont Pecqueur, on n'en doutera plus après la lecture du recueil, est un superbe exemple.

BIBLIOGRAPHIE

- PECQUEUR, Constantin [1839], *Économie sociale. Des intérêts du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, de la civilisation en général sous l'influence des applications de la vapeur – Machines fixes, Chemins de fer, Bateaux à vapeur, etc.*, Paris, Desessart.
- PECQUEUR, Constantin [1840], *Réforme électorale. Appel au peuple à propos du rejet de la pétition des 240 mille*, Paris, Desessart.
- PECQUEUR, Constantin [1842], *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique ou études sur l'organisation des sociétés*, Paris, Capelle.
- MARCY, G. [1934], *Constantin Pecqueur, fondateur du collectivisme d'État*, Thèse pour le doctorat, Université de Lille, Paris, Sirey.

*
* *

François ETNER et Claire SILVANT, *Histoire de la pensée économique en France depuis 1789*, Paris, Economica, 2017, 496 pages.

Clément COSTE
Sciences Po Lyon
Triangle UMR 5206

Rendre compte d'une histoire spécifiquement française de la pensée économique est le projet ambitieux et bienvenu de Claire Silvant et François

⁶ Pecqueur, 1842, p. II.